28**

FURTHER

COMMUNICATIONS

RELATING TO THE

SOVEREIGNTY OF GREECE.

I.—PAPERS DELIVERED TO LORD ABERDEEN ON THE 7th JUNE 1830, BY ORDER OF HIS ROYAL HIGHNESS PRINCE LEOPOLD.

II.—DESPATCH FROM HIS MAJESTY'S AMBASSADOR AT PARIS, TRANSMITTING COMMUNICATIONS FROM M. EYNARD.

Presented to both Houses of Parliament, by Command of His Majesty, June, 1830.

LONDON:

PRINTED BY J. HARRISON AND SON.

32541

INDEX.

Papers Delivered to Lord Aberdeen on the 7th June, 1830, by Order of His Royal Highness Prince Leopold:

		Page.
No. 1.	Prince Leopold to Count Capodistrias ..... February 28, 1830.	1
	Translation	2
No. 2.	Count Capodistrias to Prince Leopold ..... April $\frac{10}{22}$, 1830.	2
	Translation	4
	Inclosures.	
	A. Count Capodistrias to the Senate ..... April $\frac{4}{16}$, 1830.	6
	Translation	7
	B. The Senate to Count Capodistrias..... April 5, (17) 1830.	7
	Translation	8
	C. The Senate to Count Capodistrias..... April 10, (22) 1830.	8
	Translation	9
No. 3.	Count Capodistrias to Prince Leopold ..... April $\frac{12}{24}$, 1830.	9
	Translation	11

Despatch from His Majesty's Ambassador at Paris, transmitting communications from M. Eynard.

No. 4.	Lord Stuart de Rothesay to the Earl of Aberdeen .....Paris, May 28, 1830.	14
	Inclosure.	
	M. Eynard to Lord Stuart de Rothesay .....Paris, May 28, 1830.	15
	Translation	17
	Sub-Inclosures.	
	A. Count Capodistrias to M. Eynard.....Napoli, $\frac{\text{March 25,}}{\text{April 6,}}$ 1830.	20
	Translation	21
	B. Count Capodistrias to M. Eynard.....Napoli, April $\frac{12}{24}$, 1830.	23
	Translation	24
	C. The Paymaster of the Greek Army to M. Eynard, Modon, April 26, 1830.	25
	Translation	25
	D. M. Eynard to the Conference of London .....Paris, April 28, 1830.	26
	Translation	27

Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/further-communications-relating-to-the-sovereignty-of-greece_1830-06

PAPERS

DELIVERED TO LORD ABERDEEN

ON THE 7th JUNE, 1830,

By Order of

HIS ROYAL HIGHNESS

PRINCE LEOPOLD.

No. 1.

His Royal Highness Prince Leopold to Count Capodistrias.

Mon bien cher Comte, *Le 28 Fevrier,* 1830.

JE ne vous écris aujourd'hui que quelques mots, pour vous dire qu'après des discussions fort pénibles, je viens d'accepter l'offre flatteuse et honorable des Puissances Alliées, de la Souveraineté de la Grèce. J'avois prié les Puissances d'accorder aux Grecs la faculté d'objecter contre ma personne, mais elles n'ont pas écouté ma sollicitation. J'ose cependant me flatter que lorsque les négociations seront connues en Grèce, que l'on m'accordera d'avoir déjà acquis quelques droits à leur reconnoissance.

Si je n'avois pris en considération que ma position personnelle, j'aurais insisté sur des conditions plus favorables, ou je n'aurais pas accepté; mais la crainte de rejeter toute la question Grecque dans le chaos dont elle sortait, m'a fait faire le sacrifice de mes vues personnelles.

Vous connaissez, mon cher Comte, les sentimens que je vous ai voués depuis long tems; je ne saurais donc là-dessus vous dire quelque chose de nouveau, mais je dois vous exprimer mon espérance que vous voudrez bien continuer vos généreux et utiles efforts pour la régénération de la Grèce, dans la nouvelle position des choses, et m'assister de vos conseils et lumières dans la carrière difficile que je vais entreprendre. Je vous prie de bien vouloir continuer à guider la barque de l'Etat, que vous avez si souvent sauvée du naufrage, juqu'à mon arrivée. Je ne sais pas si les formes exigent encore une autorisation plus en règle; en ce cas, je vous la ferai parvenir aussitôt que possible. Je vous prie cependant, en attendant, de considérer celle-ci comme conclusive, et d'en donner connoissance à qui besoin en sera. Mon arrivée ne pourra être de sitôt, puisque j'ai beaucoup d'affaires particulières à régler. Je vous prie d'avoir la bonté de me mettre au courant des affaires aussitôt que vous pourrez; sous ce rapport il serait important de m'envoyer bientôt un Secrétaire de confiance, qui pourra être le porteur de vos dépêches, et qui pourra me servir pour les écritures Grecques.

Je dois vous écrire longuement un autre jour; en attendant, agréez l'expression de ma haute considération, et de ma sincère amitié.

(Signé) LEOPOLD.

(Translation.)

My Dear Count, *February* 28, 1830.

I only write to you a few words to-day, to inform you that, after some very irksome discussions, I have just accepted the flattering and honourable offer made to me by the Allied Powers, of the Sovereignty of Greece. I had requested the Powers to allow the Greeks the right of objecting to me, but they have not listened to my solicitation. I venture, however, to flatter myself that when the negotiations are known in Greece, it will be admitted that I have already acquired some title to their gratitude.

Had I considered only my own individual position, I should have insisted upon more favourable conditions, or I should not have accepted; but the fear of throwing the whole Greek question back again into the confusion from which it was emerging, has induced me to sacrifice my personal views.

You are aware, my dear Count, of the feelings which I have long entertained towards you; I cannot therefore say any thing new to you thereupon; but I must express to you my hope that you will have the goodness to continue your generous and useful exertions for the regeneration of Greece, in the new state of affairs, and to assist me with your counsels and experience in the difficult career which I am about to undertake. I request you to have the goodness to continue, until my arrival, to guide the vessel of the State, which you have so frequently preserved from shipwreck. I am ignorant whether a more formal authorization be requisite; in that case I will transmit it to you as soon as possible. I request you, however, in the mean while to consider the present authorization as conclusive, and to communicate it to whomsoever it may be necessary. My arrival will not take place very soon, as I have many private affairs to settle. I request you to have the goodness to make me acquainted as soon as possible with the state of affairs; in this respect it would be of great consequence to send me speedily a confidential Secretary, who may be the bearer of your despatches, and who may be qualified to be of service to me with regard to documents in the Greek language.

I shall have to write to you at length another day; meanwhile accept the expression of my high consideration and sincere friendship.

(Signed) LEOPOLD.

No. 2.

Count Capodistrias to His Royal Highness Prince Leopold.

Mon Prince, *Nauplie, le* $\frac{10}{22}$ *Avril*, 1830.

EN répondant à la lettre que Votre Altesse Royale m'a fait l'honneur de m'écrire en date du $\frac{16}{28}$ Fevrier, j'ai cru de mon devoir de mettre sous ses yeux mes observations sur l'Acte du 3 Fevrier, sur la situation difficile dans laquelle quelques unes des dispositions de cet Acte, et les ordres qu'ont reçus les Résidens des Cours Allieés, allaient placer le Gouvernement Grec; enfin sur les efforts que je ferais dans une conjoncture aussi grave, pour justifier et la confiance des Grecs, et celle dont m'honorent les Cours Alliées et Votre Altesse Royale. En prenant connaissance des pièces que j'ai l'honneur de joindre ici sub Lit. A. B. C. D.,* Votre Altesse aura, j'espère, la mesure de la bonne volonté et du zèle avec lesquels j'ai tâché d'atteindre ce double but. Je l'aurais atteint peut-être avec plus de succès dans l'esprit des Grecs, si Messieurs les Résidens avaient été autorisés à m'en offrir les moyens; mais les termes péremptoires dans lesquels ils exigent l'exécution des clauses du Protocole du 3 Fevrier, et les déterminations spéciales qu'ils annoncent dans leur Note, n'ont fait que rendre plus difficile la tâche que j'avais à remplir.

---

* The document marked D. has already appeared as the Mémoire sub Lit. A. inclosed in Prince Leopold's letter to Lord Aberdeen, of May 23, 1830.—See "Communications with His Royal Highness Prince Leopold relating to the Sovereignty of Greece," page 59.

Les déterminations que Messieurs les Résidens des Cours Alliées appellent spéciales, décident des intérêts les plus importans, les plus chers de ce pays, et ont fait l'objet de stipulations tout aussi formelles que celles renfermées dans l'Acte du 3 Fevrier.

Les Grecs se demandent donc, pourquoi la Conférence de Londres leur laisse ignorer le Protocole qui confère à Votre Altesse Royale la Souveraineté de la Grèce, celui qui concerne l'emprunt, celui enfin qui assure anx Catholiques les privilèges dont ils jouissaient sous la domination Turque, et qui accorde égalité complette de droits à tous les sujets du nouvel Etat, quelle que soit leur croyance religieuse.

En subissant la domination Musulmane, les Grecs n'ont existé que sous la sauvegarde de leur Eglise. Dès qu'ils se sont constitués en Corps de Nation, leurs Représentans ont déclaré que la religion de l'Etat est la religion Grecque, en admettant par là en principe la tolérance de tous les cultes. Les transactions de la Conférence de Londres n'ayant fait aucune mention directe de la religion Grecque, je laisse considérer à Votre Altesse Royale quelle est l'impression que doivent avoir produit d'une partie silence, et de l'autre les dispositions spéciales concernant les cultes.

C'est à vous, mon Prince, qu'il est réservé de rassurer la Grèce sur ce point majeur, en lui annonçant que Votre Altesse Royale embrassera et professera avant tout sa communion.

C'est à Votre Altesse Royale aussi qu'il appartient de lui donner un second gage de ses intentions paternelles, en déclarant que l'emprunt ne sera pas exclusivement employé à lever et à entretenir des soldats, mais que la nation y trouvera aussi les ressources qui lui sont indispensables, pour indemniser l'armée et la marine, et faire revivre l'agriculture, le commerce, et l'industrie. La troisième garantie que les Hellènes ont droit d'attendre de la sagesse et de la justice de Votre Altesse Royale, ils la trouvent déjà dans le vœu que vous avez fait, mon Prince, pour qu'ils eussent une part au choix de leur Souverain. Votre Altesse ne leur laissera plus rien à désirer à cet égard, du moment qu'Elle leur annoncera qu'ils seront appelés à jouir de leurs droits civils et politiques, d'après les bases posées par le second Décrèt du Congrès d'Argos. Le Sénat vous exprime, mon Prince, les mêmes vœux, et il se porte aussi l'interprête de ceux que forment les infortunés habitans de la Grèce occidentale, et des îles de Candie, de Samos, et d'Ipsara.

Votre Altesse Royale a déjà plaidé leur cause: Elle la plaidera encore, et Dieu la protègera. Si la création du nouvel Etat Grec a pour but d'affermir sur des bases solides la paix du Levant, pourquoi les Puissances laisseraient-elles incomplet leur propre ouvrage, en livrant à des chances périlleuses la navigation de l'Archipel et les relations de l'Etat Grec avec les provinces Musulmanes du voisinage? Lorsque les Commissaires démarcateurs seront sur les lieux, ils ne pourront se dispenser de déclarer que la ligne qu'ils auront à tracer d'après l'Article du Protocole, ne peut dans aucun cas constituer une frontière. Ils auront de même lieu de se convaincre, que les points signalés par la Conférence de Londres se trouvent sur le terrein dans d'autres positions que ne le marquent les cartes qu'elle a consultées.

Quant aux limites maritimes, je n'abuserai pas des momens de Votre Altesse Royale pour lui démontrer que Candie est la clef de l'Archipel.

Les clauses de l'amnistie, et en général toutes celles qui concernent les propriétés, ont allarmé à juste titre le Sénat.

Si, en effet, les Turcs les expliquent en leur faveur, plus des deux tiers des propriétés nationales leur appartiendront.

Le Sultan est hautement intéressé à rendre aux Grecs les terres et domaines qu'il leur a confisqués, et il les leur rend déjà, en les invitant à regagner leurs foyers dans ses Etats. Sans le retour de ces hommes industrieux et actifs, que ferait-il des pays qui resteraient déserts et en friche? En est-il de même de la population que Votre Altesse Royale a adoptée? Où trouverait-elle des moyens de se refaire? Quel serait le fruit de ses sacrifices?

Les Puissances ont pensé de soulager la Grèce du fardeau du tribut et des indemnités. Le serait-elle, si les Turcs qui ont porté les armes pour se

défendre, peuvent, sous les auspices de l'amnistie, rentrer dans le nouvel Etat, et réclamer la restitution de leurs propriétés? Quels sont ces Turcs? Ce sont ceux qui se sont acharnés à combattre parcequ'ils avaient le plus à perdre, et ils ont en effet perdu le plus.

Il vous appartient, mon Prince, de fixer l'attention des Cours Alliées sur ce point important, et d'obtenir de leur justice qu'elles transmettent à leurs Représentans à Constantinople des instructions conformes aux principes qu'elles ont adoptés, en déclarant que les Grecs seront libérés des charges que leur impose l'Acte du 22 Mars.

Pour que Votre Altesse Royale puisse apprécier au juste l'étendue de nos besoins, et la détresse de nos finances, je joindrai ici les états que les différens ministères viennent de me présenter.

Je terminerai cette dépêche comme celle du 28 Mars. Je supplierai Votre Altesse Royale de hâter son arrivée en Grèce. Les hommes que vous êtes appelé, mon Prince, à gouverner, vous reconnaîtront comme leur père, lorsqu'au milieu d'eux, et dans un moment de crise, vous leur donnerez des gages des sentimens généreux qui vous portent à vous charger de leurs destinées.

Je prie votre Altesse Royale d'agréer l'expression de tous mes hommages.

(Signé) J. CAPODISTRIAS.

(Translation.)

Mon Prince, *Napoli, April* $\frac{10}{22}$, 1830.

IN reply to the letter which Your Royal Highness did me the honour to write to me on the $\frac{16}{28}^{th}$ of February, I have thought it my duty to lay before you my remarks upon the Protocol of the 3d of February, upon the difficult situation in which certain of the provisions of that instrument, and the orders received by the Residents of the Allied Courts, would place the Greek Government; and, lastly, upon the exertions which I should make in a crisis of such importance, to justify at once the confidence of the Greeks, as well as that with which the Allied Courts and Your Royal Highness honour me. In examining the documents which I have the honour to annex hereunto,—Litt. A. B. C. D.* Your Highness will, I trust, perceive the extent of the sincerity and the zeal with which I have endeavoured to attain this twofold object. I should perhaps have attained it with more success, as regards the sentiments of the Greeks, had the Residents been empowered to afford me the means of doing so; but the peremptory terms in which they require the execution of the stipulations of the Protocol of the 3d of February, and the special arrangements which they announce in their Note, have only added to the difficulty of the task which I had to discharge.

The arrangements which the Residents of the Allied Courts term special, regulate the most important, the dearest interests of this country, and have formed the object of stipulations as formal as those contained in the Protocol of the 3d of February.

The Greeks ask themselves, for instance, why the Conference of London allows them to remain in ignorance of the Protocol which confers upon Your Royal Highness the Sovereignty of Greece; of that which relates to the loan; of that, finally, which secures to the Catholicks the privileges which they enjoyed under the Turkish rule, and which grants a complete equality of rights to all the subjects of the new State, whatever may be their religious creed.

While subject to the sway of the Mussulmans, the Greeks only existed beneath the safeguard of their Church. From the moment that they erected themelves into a Nation, their Representatives declared that the Greek religion is the religion of the State, thereby admitting in principle the toleration of all forms of worship. The Acts of the Conference of London

---

* See the Note at page 2 of these Papers.

having made no direct mention of the Greek religion, I leave Your Royal Highness to judge what impression must have been produced by silence on the one hand, and, on the other, by the special arrangements relating to forms of worship.

It rests with you, mon Prince, to satisfy Greece on this vital point, by announcing to it that Your Royal Highness will, above all, embrace and profess its communion.

To Your Royal Highness also it belongs to afford to it a second pledge of your paternal intentions, by declaring that the loan shall not be exclusively employed in the levy and maintenance of soldiers, but that the Nation shall likewise find therein the resources which are indispensable to it, for the satisfaction of the claims of the army and the navy, and for the restoration of agriculture, commerce, and industry. The third security which the Greeks have a right to expect from the wisdom and justice of Your Royal Highness, is already provided for them in the wish which you have expressed, mon Prince, that they should have a share in the choice of their Sovereign. Your Royal Highness will leave them nothing to desire in this respect, when you shall announce to them that they will be admitted to the enjoyment of their civil and political rights, according to the bases laid down in the second decree of the Congress of Argos. The Senate expresses to you, mon Prince, the same desires; and it offers itself likewise as the interpreter of those entertained by the unhappy inhabitants of Western Greece, and of the islands of Candia, Samos, and Ipsara.

Your Royal Highness has already pleaded their cause; you will plead it still, and God will defend it. If the consolidation of the peace of the Levant upon lasting foundations, be the object of the creation of the new Greek State, wherefore should the Powers leave their own work incomplete, by leaving exposed to hazardous contingencies the navigation of the Archipelago, and the relations of the Greek State with the neighbouring Mussulman provinces? When the Commissioners shall be on the spot, it will be impossible for them not to declare that the line which they will have to mark out, according to the Article of the Protocol, can, in no case, constitute a frontier. They will also have occasion to satisfy themselves that the points indicated by the Conference of London, are to be found on the spot in different positions from those in which they are laid down on the maps which it consulted.

With regard to the maritime limits, I will not trespass on the time of Your Royal Highness to prove to you that Candia is the key of the Archipelago.

The stipulations respecting the amnesty, and generally all those which relate to property, have, with reason, alarmed the Senate.

In fact, should the Turks construe them in their own favour, more than two thirds of the national property will belong to them.

The Sultan is deeply interested in restoring to the Greeks the lands and the possessions which he has confiscated, and he is already so doing, by inviting them to return to their homes in his dominions. Without the return of these industrious and active men, what could he do with districts which would remain waste and untilled? Is the case the same with the population which Your Royal Highness has adopted? Where would it find means of recovering itself? What would be the fruit of its sacrifices?

The Powers have thought to relieve Greece from the burthen of tribute and indemnities. Would it be so relieved, if the Turks who have borne arms for their own defence, are entitled, under the sanction of the amnesty, to return to the new State, and require the restoration of their property? And of what description are these Turks? They are those who have fought with animosity, because they had the most to lose, and they have in fact lost the most.

It is for you, mon Prince, to fix the attention of the Allied Courts upon this important point, and to obtain from their justice the transmission to their Representatives at Constantinople of instructions conformable to the principles adopted by them, when they declared that the Greeks shall be exempt from the burthens imposed upon them by the Protocol of the 22d of March.

In order that Your Royal Highness may duly appreciate the extent of our necessities, and the distress of our finances, I will add hereunto the accounts which the different departments have just presented to me.

I will conclude this despatch as I did that of the 28th of March. I will implore Your Royal Highness to hasten your arrival in Greece. The men whom you are called upon to govern, Mon Prince, will recognize you as their father, when, in the midst of them, and at a critical period, you shall afford them pledges of the generous sentiments which induce you to undertake the charge of their destiny.

I request Your Royal Highness to accept the expression of my homage.

(Signed) J. CAPODISTRIAS.

Inclosure A. *in No.* 2.

GOUVERNEMENT GREC.

Le Président de la Grèce au Sénat.

APRES avoir reçu de la part de Messieurs les Résidens des Cours Alliées la communication des Actes de la Conférence de Londres qui concernent le sort de la Grèce, je vous ai réunis plus d'une fois autour de moi, pour vous donner connaissance de ces transactions, et pour m'éclairer de votre opinion.

Je ne vous répéterai pas, Messieurs, toutes les observations qu'il était de mon devoir de vous faire pour vous signaler, d'une manière claire et positive, le point de vue sous lequel j'envisageais l'Acte du 3 Fevrier, et la Note officielle qui l'accompagne.

Je ne vous répéterai pas non plus les considérations majeures d'après lesquelles le Gouvernement Grec, dans cette grave conjoncture, a dû se tracer la ligne de conduite qu'il a suivie. Il devait d'une part justifier la confiance dont la Nation l'honore, et de l'autre faire preuve des sentimens de gratitude qu'inspirent aux Hellènes les intentions généreuses des Augustes Souverains Alliés, et les bienfaits qu'ils doivent à leur munificence.

Telle est la tâche que mes devoirs m'imposaient de remplir, et j'ose me flatter d'y avoir réussi.

C'est à vous, Messieurs, à en juger, en prenant connaissance des pièces ci-jointes. Vous y trouverez les communications de Messieurs les Résidens des Cours Alliées, et la minute de ma réponse officielle.

J'aime à espérer que vous partagerez, Messieurs, mes efforts et ma responsabilité, et que vous rendrez les uns plus efficaces et l'autre moins grave, en portant vous-mêmes à la connaissance de Son Altesse Royale le Prince Léopold, les vœux légitimes de la nation. C'est lui seul qui peut désormais, avec succès, en devenir l'organe auprès des Augustes Cours Alliées.

Je vous propose aussi de vous concerter avec moi sur l'envoi d'une députation qui ira au-devant de Son Altesse Royale.

Nauplie le $\frac{4}{16}$ *Avril*, 1830.

Le Président,

(Signé) J. A. CAPODISTRIAS.

Le Secrétaire pour les Affaires Etrangères et la Marine Marchande,

(Signé) J. RIZO.

Pour Copie conforme,

Nauplie le $\frac{12}{24}$ *Avril*, 1830.

Le Secrétaire pour les Affaires Etrangères et la Marine Marchande,

(Signé) J. RIZO.

(Translation.)

GREEK GOVERNMENT.

The President of Greece to the Senate.

AFTER having received from the Residents of the Allied Courts the communication of the Acts of the Conference of London concerning the fate of Greece, I have on more than one occasion assembled you around me, to communicate to you those Acts, and to inform myself of your opinion.

I will not, Gentlemen, repeat to you all the remarks which it has been my duty to make to you, in order to point out in a clear and positive manner the point of view in which I regarded the Protocol of the 3rd of February, and the official Note with which it is accompanied.

Neither will I repeat to you the important considerations, in conformity with which it has been the duty of the Greek Government, on this momentous occasion, to trace out for itself the line of conduct which it has adopted. It had on the one hand to justify the confidence with which the nation honours it, and on the other to evince the sentiments of gratitude which animate the Greeks, for the generous intentions of the August Allied Sovereigns, and the benefits which they owe to their munificence.

Such is the task which it was my duty to fulfil, and I venture to flatter myself that I have succeeeded.

It is for you, Gentlemen, to judge of this, on examining the annexed documents. You will find therein the communications of the Residents of the Allied Courts, and the draft of my official answer.

I trust that you, Gentlemen, will share my exertions, and my responsibility, and that you will render the former more efficacious, and the other less serious, by yourselves conveying to the knowledge of His Royal Highness Prince Leopold, the legitimate desires of the nation. It is he alone who can henceforth be the successful interpreter of them, in communication with the August Allied Courts.

I likewise propose to you to concert with me upon the sending of a deputation to meet His Royal Highness.

Napoli, April $\frac{4}{16}$ 1830.

The President,
(Signed) J. A. CAPODISTRIAS.

The Secretary for Foreign Affairs and Navigation,
(Signed) J. RIZO.

A true Copy.

Napoli, April $\frac{12}{24}$ 1830.

The Secretary for Foreign Affairs and Navigation,
(Signed) J. RIZO.

(Inclosure B. *in No.* 2.*)*

GOUVERNEMENT GREC.

Le Sénat à Son Excellence Le Président.

LE Sénat a pris en considération le Message sous le No. 497, que Votre Excellence lui a adressé, ainsi que les pièces qui l'accompagnoient, savoir ;—

1°. Le Protocole signé à Londres le 3 Fevrier par les Plénipotentiaires de la France, de la Grande Bretagne, et de la Russie.

2°. Les Actes annexés au Protocole sub Litt. A. B. C. et E.

3°. La notification officielle que les Résidens des Puissances Alliées, accrédités auprès du Gouvernement Grec, lui ont adressée, pour porter à sa connaissance le Protocole et les Actes susmentionnés.

4°. La Note par laquelle Votre Excellence a répondu à Messieurs les Résidens.

Le Sénat aurait désiré se trouver en position de pouvoir exprimer à Leurs Majestés les Augustes Protecteurs de la Grèce, la vive reconnoissance que lui inspirent les généreuses intentions dans lesquelles Leurs Majestés se sont proposé d'opérer le bonheur de la Grèce.

Toutefois il approuve unanimement le contenu de la réponse adressée par Votre Excellence à Messieurs les Résidens des Cours Alliées, et il va consigner dans un Mémoire les observations qu'il a faites sur le Protocole du 3 Fevrier, sur les Actes qui s'y rattachent, et sur la communication officielle de Messieurs les Résidens.

Nauplie, le 5 (17) *Avril,* 1830.

Le Président,
(Signé) GEORGES SISSINI.
Le Secrétaire,
(Signé) P. SOUTZO.

Pour Copie conforme,
Nauplie, le $\frac{12}{24}$ *Avril,* 1830.
Le Secrétaire pour les Affaires Etrangères et la Marine Marchande,
(Signé) J. RIZO.

(Translation.)

GREEK GOVERNMENT.

The Senate to His Excellency The President.

THE Senate has taken into consideration the Message No. 497, which Your Excellency addressed to it, as well as the Documents which accompanied it: viz.

1. The Protocol signed at London on the 3d of February, by the Plenipotentiaries of France, Great Britain, and Russia.
2. The documents annexed to the Protocol, A. B. C. and E.
3. The official notification which the Residents of the Allied Powers, accredited to the Greek Government, addressed to it, in order to bring to its knowledge the Protocol and the above-mentioned documents.
4. The Note by which Your Excellency has replied to the Residents.

The Senate would have been desirous of finding itself in a situation to be able to express to their Majesties the August Protectors of Greece, the lively gratitude which it feels for the generous intentions with which their Majesties have purposed to effect the happiness of Greece.

It approves, however, unanimously of the answer addressed by Your Excellency to the Residents of the Allied Courts, and it is about to record in a Mémoire the observations which it has made upon the Protocol of the 3d of February, upon the documents connected therewith, and upon the official communication of the Residents.

Napoli, April 5, (17) 1830.

The President,
(Signed) GEORGE SISSINI.
The Secretary,
(Signed) P. SOUTZO.

A true Copy,
Napoli, April $\frac{12}{24}$, 1830.
The Secretary for Foreign Affairs and Navigation,
(Signed) J. RIZO.

Inclosure C. *in No.* 2.

GOUVERNEMENT GREC.

Le Sénat à Son Excellence le Président.

APRES avoir profondément médité le Protocol du 3 Fevrier, les pièces y annexées, la notification officielle des Résidens des trois Cours Alliées accréditès auprès du Gouvernement, ainsi que le message sous le No. 497 de Votre Excellence, le Sénat s'est empressé, par sa réponse sous le No. 67, d'exposer ses observations basées sur les vœux légitimes de la Nation, vœux qu'elle a déjà exprimés tant de fois, et qui sont contenus dans le Mémoire sub Lit A.*

---

* This paper is the same with that referred to above in the Note at page 2 of these Papers.

C'est à Votre Excellence à les mettre sous les yeux de Son Altesse Royale le Prince Léopold.

Quant à la députation que vous nous proposez d'envoyer au devant de Son Altesse Royale, le Sénat la considérant et comme un devoir et comme étant de l'intérêt de la Nation, il est prêt à se concerter avec Votre Excellence sur son envoi, dès qu'il sera jugé convenable.

Nauplie le 10 (22) *Avril*, 1830.

Le Président,
(Signé) GEORGES SISSINI.
Le Secrétaire,
(Signé) P. SOUTZO.

Nauplie le $\frac{12}{24}$ *Avril*, 1830.

Pour Copie conforme,
Le Secrétaire pour les Affaires Etrangères et la Marine Marchande,
(Signé) J. RIZO.

(Translation.)

GREEK GOVERNMENT.

The Senate to His Excellency the President.

AFTER having considered with the deepest attention the Protocol of the 3rd of February, the documents annexed thereto, the official notification of the Residents of the three Allied Courts accredited to the Government, as well as your Excellency's message No. 497, the Senate hastened, by its reply No. 67, to set forth its remarks founded upon the legitimate desires of the Nation, desires which the Nation has already so often expressed, and which are contained in the Mémoire, Lit. A.*

It is for Your Excellency to submit them to His Royal Highness Prince Leopold.

With regard to the deputation which you propose to us to send to meet His Royal Highness, the Senate, considering the step, both as a duty and as one which it will be for the interest of the Nation to take, is prepared to concert with your Excellency upon the sending of the deputation, so soon as it shall be judged expedient.

Napoli, April 10, (22) 1830.

The President,
(Signed) GEORGE SISSINI.
The Secretary,
(Signed) P. SOUTZO.

Napoli April $\frac{12}{24}$ 1830.

A true Copy,
The Secretary for Foreign Affairs and Navigation,
(Signed) J. RIZO.

No. 3.

Count Capodistrias to His Royal Highness Prince Leopold.

Mon Prince, *Nauplie, le* $\frac{12}{24}$ *Avril*, 1830.

LA dépêche que je prends la liberté de mettre sous les yeux de Votre Altesse par le courrier de ce jour, me dispense de l'entretenir plus particulièrement de mes négociations avec Messieurs les Résidens des Cours Alliées, et de leur dénouement. Si je ne me trompe, j'ose le croire satisfaisant, mais il l'eût été davantage et pour ce pays, et pour Votre Altesse Royale, et pour les Cours Alliées, si leurs Résidens avaient reçu l'ordre d'exécuter les Actes de la Conférence de Londres, en se concertant avec moi sur le choix des formes d'après lesquelles ils auraient pu mieux remplir leur tâche. On en a jugé

* See the Note at page 2 of these Papers.

autrement, et j'en déplore les conséquences. Celles qui pour le moment pèsent le plus sur l'administration actuelle, et qui entravent de plus en plus sa marche, réclament qu'on y apporte un prompt remède, et il n'appartient qu'à Votre Altesse Royale de le faire.

Les hommes les plus avancés dans la civilisation ne voyent la patrie, l'indépendance, et la liberté, que dans leurs intérêts personnels, et dans le présent. Comment peut-il se faire que les Grecs naguère délivrés du joug Musulman, sortis à peine de l'abîme d'une révolution, conçoivent favorablement l'avenir que leur destinent les Actes de la Conférence de Londres, lorsque ces Actes ne leur présentent aucune garantie ?

On a statué sur l'égalité des cultes, sans y ajouter au moins l'épithète de Chrétiens, et on ne dit pas le mot de la religion Grecque, qui est celle de l'Etat.

On a fondé un Gouvernement monarchique et héréditaire, mais on n'a pas annoncé en même tems aux citoyens qu'ils ont le droit d'y prendre part.

On a renouvelé la promesse de l'emprunt, mais on ne laisse pas même entrevoir que cet emprunt offrira quelques secours au pays, qu'il grève d'une nouvelle dette.

Enfin, le nouvel Etat est d'une part soulagé des indemnités que lui imposait le Protocole du 22 Mars, mais de l'autre, l'Article de l'amnistie le menace de l'obligation onéreuse de rendre aux Turcs, qui voudront rentrer en Grèce, leurs propriétés.

Ces dispositions sont exprimées de manière à faire appréhender aux Grecs qu'elles ne tendent à attaquer de front, et à compromettre à la fois les intérêts de toutes les classes. Marins, soldats, cultivateurs, employés publics, tous se croyent à la veille de perdre jusqu'à l'espoir de se refaire de leurs longues infortunes.

Ce sont ces hommes que je suis condamné à voir à chaque instant; mon Cabinet ne désemplit pas. Je fais tout ce qui peut dépendre de moi pour les tranquilliser, je tâche de leur démontrer que leurs allarmes sont sans motif, mais la confiance n'est plus de saison. J'avais ce pressentiment il y a peu de jours, et je me suis fait conséquemment un devoir de supplier Votre Altesse Royale de hâter son arrivée en Grèce. Aujourd'hui mon pressentiment commence à se réaliser, et ce sont les faits qui me portent, mon Prince, à vous réitérer la même prière.

Il y a des mauvais esprits et des intrigans en Grèce comme partout ailleurs, mais ici il y a plus encore. Des étrangers qui n'ont cessé depuis longtems de semer la discorde, continuent aujourd'hui plus que de coutume leurs coupables menées. C'est avec une effronterie qui a l'air de l'autorité, qu'ils répètent, à ceux même qui ne veulent pas les entendre, qui si la Grèce est réduite à la frontière de l'Aspropotamos, si Candie et Samos sont rendues aux Turcs, et si les autres clauses du Protocole ne sont pas plus conformes à ses vœux légitimes, c'est que l'Europe a dû se garantir des vastes et ambitieuses combinaisons politiques du Gouvernement Provisoire actuel. Or, ce Gouvernement Provisoire c'est moi, et ces vastes et ambitieuses combinaisons, ce sont mes prétendues relations secrètes avec la Russie.

Quelque absurdes et ridicules que soient ces insinuations, elles ne manquent pas cependant de produire une impression funeste. Il n'y a pas de Grec qui n'ait souffert des pertes considérables, il n'y en a pas qui n'espère des dédommagemens. Tous ceux donc qui se croient près de porter la peine de la confiance qu'ils ont placée en moi, m'accablent de leurs demandes ; il ne voient de salut que dans les concessions que je leur ferai.

Ce n'est pas de quelques individus qu'il s'agit; ce sont les communautés d'Hydra, de Spezzia, et d'Ipsara; c'est l'armée, c'est la milice, ce sont leurs Chefs, ce sont enfin toutes les provinces.

Rejeter tout à fait leurs demandes, ce serait légitimer la méfiance de ces hommes, les pousser aux partis extrêmes, et donner lieu au désordre et à l'anarchie. Les accueillir complètement, ce serait faire preuve de faiblesse, encourager d'autres prétentions, et léguer au Gouvernement de Votre Altesse Royale des embarras et des difficultés sans cesse renaissans.

Dans une pareille situation ce ne sont que des termes moyens, combinés de bonne foi et avec quelque sagacité, qui peuvent arrêter le débordement, et jusqu'à ce moment ces termes moyens m'ont réussi. Mais je le déclare avec une respectueuse franchise à Votre Altesse Royale, leur efficacité ne peut durer que pour peu de tems, et elle sera nulle si la caisse publique ne reçoit des secours pour le mois de Mai.

J'avais compté sur les ressources de la Banque Nationale, mais au lieu des placemens que devaient lui procurer les nouvelles garanties offertes aux prêteurs par l'hypothèque des domaines nationaux, elle est tous les jours épuisée par les anciens actionnaires, qui lui demandent la restitution de leurs capitaux, et le Gouvernement ne peut pas s'y refuser sans manquer à la foi publique.

D'autre part, les fermiers de l'année dernière doivent encore à l'Etat des sommes dont la commission des finances, malgré ses efforts, n'a pu recouvrer jusqu'ici la moindre partie. On peut se rembourser par la vente de leurs biens, mais qui les achètera?

Enfin, les revenus des Provinces seront-ils affermés cette année avec autant d'avantage qu'ils l'ont été l'année dernière? C'est dans le courant du mois qu'on procèdera à cette opération importante, et j'en ignore le résultat. Mais quand même il seroit satisfaisant, les nouveaux fermiers seront-ils plus exacts que les anciens? J'en doute.

Telle est la situation critique de la Grèce, de son Gouvernement Provisoire, et de ses finances. Au moment où j'écris à Votre Altesse Royale, il n'existe dans la caisse qu'environ six cent mille francs, dont 250,000 vont être distribués parmi les marins qui ont des créances sur l'Etat, et qui demandent quelques avances pour remettre à flot leurs bâtimens. Nous devons vivre le mois d'Avril, et préparer le trimestre de l'armée qui écheoit le 11 Mai, ce qui en d'autres termes veut dire, qu'il faut de toute nécessité faire arriver en Grèce pour les premiers jours de Mai, au moins un million de francs. Si l'évacuation des provinces occidentales doit s'effectuer dans ces entrefaites, il est aussi urgent que d'autres fonds soient mis à la disposition du Gouvernement Grec.

Par ma lettre particulière du $\frac{25\text{ Mars}}{6\text{ Avril}}$ j'ai fait part à Votre Altesse Royale des considérations majeures qui doivent l'engager à se trouver sur les lieux pour diriger en personne les opérations difficiles de la délimitation. Aujourd'hui d'autres considérations non moins graves, et qui ont trait à la situation intérieure du pays, m'imposent le devoir de vous réitérer, mon Prince, avec plus d'instance, le même vœu. Jusqu'à son accomplissement, je ne négligerai aucun effort pour maintenir dans les provinces la tranquillité et l'ordre dont elles jouissent maintenant. J'aime à espérer, qu'à l'aide de Dieu, j'y réussirai, si toutefois les secours pécuniaires arrivent à tems, et si, comme j'ai pris la liberté de l'énoncer dans ma dernière lettre particulière, Votre Altesse les apporte elle-même.

Je supplie Votre Altesse Royale d'agréer l'hommage de mon respect.

(Signé) J. CAPODISTRIAS.

(Translation.)

Mon Prince, *Napoli, April* $\frac{12}{24}$ 1830.

THE despatch which I take the liberty of laying before Your Royal Highness by the courier of this day, renders it unnecessary for me to report to you in greater detail my negotiations with the Residents of the Allied Courts, and their result. If I do not deceive myself, I venture to consider it satisfactory; but it would have been still more so, both for this country, and for Your Royal Highness, and for the Allied Courts, had their Residents been instructed to execute the Acts of the Conference of London, after concerting with me upon the choice of the forms in which they might best discharge their task. It has been otherwise determined, and I deplore the consequences. Those which at this moment weigh most heavily upon the present administration, and which

more and more impede its progress, require the application of a speedy remedy, and it rests only with Your Royal Highness to supply it.

It is only in their personal interests, and in the concerns of the present moment, that men who have made the greatest progress in civilization see their country, independence, and liberty. How is it possible for the Greeks, but recently liberated from the Mussulman yoke, hardly emerged from the abyss of a revolution, to form a favourable conception of the futurity which the Acts of the Conference of London design for them, when those Acts offer to them no security ?

The equality of religions has been established, without even the addition of the term Christian ; and not a word is said of the Greek Religion, which is that of the State.

A monarchical and hereditary Government has been founded, but it has not been announced to the citizens at the same time, that they have the right of taking any part in it.

The promise of the loan has been repeated, but no glimpse is allowed of a prospect that that loan will afford any assistance to the country which it burthens with a new debt.

Lastly, the new State is on the one hand relieved from the indemnities imposed upon it by the Protocol of the 22nd of March, but on the other hand, the Article respecting the amnesty threatens it with the heavy obligation of restoring their properties to those Turks who shall be willing to return to Greece.

These arrangements are expressed in such a manner, as to make the Greeks apprehensive lest their tendency should be to attack openly and to compromise at once the interests of all classes. Sailors, soldiers, agriculturists, publick servants, all consider themselves on the eve of losing even the hope of recovering themselves from their long calamities.

These are the men whom I am condemned every moment to see; my chamber is never empty. I do all that can rest with me to tranquillize them ; I endeavour to prove to them that their alarms are groundless, but confidence is no longer in season. I foresaw this some days ago, and I consequently made it a point of duty to implore Your Royal Highness to hasten your arrival in Greece. At present my foreboding begins to be realized, and facts induce me, mon Prince, to repeat to you the same entreaty.

There are malignant spirits and intriguers in Greece as every where else ; but here there is more than this. Foreigners, who for a long time have not ceased to scatter the seeds of dissension, continue their culpable practices with more than ordinary activity at the present moment. With an effrontery which possesses the air of authority, they repeat, even to those who are unwilling to listen to them, that if Greece is reduced to the frontier of the Aspropotamos, if Candia and Samos are restored to the Turks, and if the other stipulations of the Protocol are not more conformable to its legitimate desires, it is that Europe has had to secure itself from the vast and ambitious political projects of the present Provisional Government. Now, I am that Provisional Government ; and my pretended secret relations with Russia are those vast and ambitious projects.

Absurd and ridiculous as these allegations are, they nevertheless do not fail to produce a fatal impression. There is not a single Greek who has not suffered considerable losses ; there is not one who does not expect compensation. All those, therefore, who think that they are about to suffer for the confidence which they have reposed in me, overwhelm me with their demands ; they see no safety but in the concessions which I shall make to them.

It is not merely to a few individuals that I allude ;—it is to the communities of Hydra, of Spezzia, and of Ipsara ; it is to the army, it is to the irregular troops, it is to their chiefs, in short, it is to all the provinces.

The entire rejection of their demands would serve to justify the distrust of these persons, to drive them to extremities, and to give occasion for disorder and anarchy. The complete admission of them would be an evidence of weakness, would encourage other claims, and would bequeath to the Go-

vernment of Your Royal Highness embarrassments and difficulties which would incessantly spring up again.

In such a situation, a middle course, joined with good faith and some prudence, can alone arrest the torrent, and up to this time that middle course has succeeded. But I declare to Your Royal Highness, respectfully but frankly, that its influence can last but a short time ; and it will entirely cease, if the publick treasury does not receive assistance for the month of May.

I had reckoned upon the resources of the National Bank ; but instead of the deposits which the new securities offered to the creditors by the mortgage of the national domains should have procured it, it is daily exhausted by the antient bond-holders, who require from it the reimbursement of their capital ; and the Government is unable to refuse them without a violation of the publick faith.

On the other hand, the farmers of the revenue of the last year are still indebted to the State in sums of which the Finance Commission, notwithstanding its exertions, has not yet been able to recover the smallest portion. The reimbursement may be sought by the sale of their properties, but who will purchase them ?

In the last place, will the revenues of the provinces be farmed this year as advantageously as the last ? This important undertaking will be entered upon in the course of the month, and I know not what its result will be. But even should it be satisfactory, will the new farmers of the revenue be more punctual than the old ? I doubt it.

Such is the critical situation of Greece, of its Provisional Government, and of its finances. At the moment that I am writing to Your Royal Highness, there only remains in the Treasury about six hundred thousand francs, whereof two hundred and fifty thousand are about to be distributed to the sailors who have money owing to them by the State, and who require certain advances to set their vessels again afloat. We have to subsist ourselves during the month of April, and to prepare the quarterly pay of the army, which falls due on the 11th of May, which means, in other words, that it is above all things necessary to provide for the arrival in Greece in the first days of May, of at least a million of francs. If the evacuation of the western provinces is to be effected in the mean while, it is also essential that other funds should be placed at the disposal of the Greek Government.

In my private letter of the $\frac{25\text{th March,}}{6\text{th April,}}$ I communicated to Your Royal Highness the weighty considerations which should induce you to be on the spot, to direct in person the difficult operation of establishing the boundaries. On the present occasion, other considerations which are no less weighty, and which relate to the internal situation of the country, impose upon me the duty, mon Prince, of repeating to you, with greater importunity, the same desire. Until the period of its fulfillment I shall omit no effort to maintain in the provinces the tranquillity and order which they now enjoy. I trust that, by God's assistance, I shall succeed in doing so, provided always that pecuniary succours arrive in time, and provided, as I took the liberty to mention in my last private letter, that Your Royal Highness is yourself the bearer of them.

I request Your Royal Highness to accept the homage of my respect.

(Signed) J. CAPODISTRIAS

DESPATCH

From His Majesty's Ambassador at Paris, transmitting Communications from M. Eynard.

No. 4.

Lord Stuart de Rothesay to the Earl of Aberdeen.

My Lord, *Paris*, 28 *May*, 1830.—*(Received May* 31.*)*

THE intelligence of Prince Leopold's determination not to accept the Sovereignty of Greece has been known in Paris since the beginning of the week, but the motives assigned for His Royal Highness's refusal have only been made publick by the discussions in Parliament.

M. Eynard came to me immediately, and said, that although his constant communications with Prince Leopold during the whole negotiation, had prepared him for hesitation on the part of His Royal Highness, he could not expect, after the pecuniary difficulties had been overcome, to learn that a motive injurious to the Greek Authorities, because unfounded in point of fact, should be put forward in justification of a determination prejudicial to the interests of that country.

Various circumstances having combined to render the choice satisfactory to every party which divides opinion, the publick mind had been so well prepared for his arrival, that this unexpected renunciation must inflict a blow upon their interests, threatening worse mischiefs than the embarrassment from which the protection of the Allies had delivered that Government.

In proof of this assertion, he brought me the enclosed letter containing copies of his communications from the Count Capodistrias, which, though they are calculated to shew the serious difficulty of their situation, he thinks ought, in justice to the President, to be known; and in delivering it to me he observed, that if the deliberations of the Senate have shewn the impossibility of defending the line of frontier which had been assigned to Greece, the expression of their wish to remedy the inconvenience offers no proof of reluctance to receive the Prince whom the Allies propose to place at the head of the Government.

I have the honour, &c.

(Signed) STUART DE ROTHESAY.

The Earl of Aberdeen, K. T.
&c. &c. &c.

Inclosure.

M. Eynard to Lord Stuart de Rothesay.

My Lord, *Paris, le 28 Mai,* 1830.

DANS la circonstance critique où le refus du Prince Léopold jette la Grèce, je ne peux mieux servir les intérêts de ce malheureux pays, qu'en mettant une entière confiance dans le Ministère Anglois. Je dois donc franchement le mettre au fait des nouvelles que j'ai reçues de la Grèce. Je vous ai déjà communiqué une des lettres du Comte Capodistrias ; aujourd'hui je viens vous transcrire quelques paragraphes de mes dernières lettres ; ils vous prouveront avec quel empressement le Président et la nation Grecque attendoient le Prince Léopold ; le Comte me dit : "La nation placera désormais toute sa confiance dans les intentions nobles et paternelles de son Souverain. Elle le rendra dépositaire de ses vœux et de ses espérances, et ce sera à Son Altesse Royale à faire le reste. Telle est la pensée du plan de conduite que je suivrai, tant pour répondre aux communications des Cours Alliées, que pour porter les Grecs à comprendre les avantages que leur réservent les transactions de Londres. Telle est aussi la substance de la longue dépêche et de la longue lettre particulière que j'écris aujourd'hui au Prince Léopold.—*Je démontre à Son Altesse Royale, que ses devoirs, comme ses intérêts les plus chers, doivent l'engager à se rendre sans aucun retard en Grèce.*—Les opérations relatives à la délimitation sont difficiles et douloureuses, et ce n'est que lui qui peut les diriger de manière à ce que les conséquences ne deviennent pas funestes à la Grèce, et pénibles aux Cours Alliées. — — — Plus il me tient à cœur de justifier la confiance des Grecs, et celle dont leur Souverain m'honore, et plus je dois insister pour que *Son Altesse Royale se trouve au milieu d'eux* au moment où ils vont subir une crise. *Ce n'est que lui seul* qui puisse, par ses soins et par ses efforts, en mitiger les effets. — — — Comment pourra-t-il ne pas saisir cette première occasion de montrer à sa nouvelle patrie les sentimens généreux qui l'animent.—J'écris aussi à Son Altesse Royale un mot sur notre détresse, et je la prie de se faire rendre compte par vous des besoins pressans qui nous environnent, &c."

Dans sa lettre particulière du 24 Avril, le Président dit : " L'ensemble des documens que je mets aujourd'hui sous les yeux de son Altesse Royale le Prince Léopold, mériteront, j'espère, son approbation ; voici, en peu de mots, les vœux que je lui ai exprimés : que son Altesse Royale arrive une heure plutôt en Grèce, et qu'elle m'envoie, tout au plus tard pour le 20 Mai, au moins un million de francs ; ce n'est qu'à ces deux conditions, et ces conditions sont de rigueur, que je pourrai être de quelque utilité à ce pays et à Son Altesse Royale, et pour le présent et pour l'avenir. La volumineuse expédition que je lui adresse, lui prouvera que plus que je désire justifier sa confiance, et plus je dois lui faire ma profession de foi, tant sur la situation critique de ce pays, que sur les moyens que Son Altesse Royale peut et doit employer pour en prévenir les funestes conséquences. —— —— —— J'ai calmé et je calme tout le monde ; et j'aime à me flatter qu'à l'aide de Dieu j'aurai encore quelque succès ; mais je le répète, si le Prince ne hâte pas son arrivée en Grèce, et dans ces entrefaites il ne m'envoie pas les secours que je lui demande, je ne lui réponds plus de rien, car nul n'est tenu à l'impossible ; tachez, mon cher Eynard, avec votre infatigable activité, de nous faire arriver à tems les secours ; c'est le 23 Mai que je dois payer le trimestre à l'armée, &c. &c."

Le payeur de l'armée, M. Fabrequette, m'écrit le 26 Avril de Modon : " Depuis 4 ou 5 jours, on avoit connoissance du résultat des Conférences, et on parloit en général avec assez d'aigreur de quelques unes des conditions. Je ne puis vous cacher, que les restrictions mises au bienfait diminuoient un peu la reconnoissance ; en ne comprenant pas *l'Acarnanie* dans les limites, on livre aux Turcs la partie la plus belliqueuse de la population Grecque, celle qui a levé l'étendard de l'indépendance avec le plus de vigueur, et sur laquelle, par conséquent, la vengeance des Turcs doit s'appésantir le plus. — — Ces considérations, et ces regrets, ont exaspéré les esprits, et pendant plusieurs jours

" on a craint un acte de désespoir de la part du Sénat. Le 8, les Résidens " avoient signifié les Protocoles, et le 18, la réponse n'étoit pas encore faite. " On disoit publiquement, que le Sénat vouloit protester contre les clauses des " Traités, et qu'il iroit même jusqu'à désavouer le Président, si son Excellence " répondoit sans le consulter. Dans cette occurrence, le Comte Capodistrias a " donné des preuves de son habileté, de son désintéressement, et de sa loyauté. " Quelques imputations injurieuses étoient repandues contre lui ; on le supposoit " faisant jouer les fils de l'intrigue ; mais on a bientôt vu que la calomnie seule " semoit ces allarmes ; et le 19, une première réponse digne et convenable a été " faite. Le Sénat a témoigné le désir de faire des représentations au Souverain. " Jusqu'ici le Président a aplani toutes les difficultés. On va maintenant faire " la communication aux Puissances, et on assure que le Prince de Cobourg sera " instamment prié de se *rendre en Grèce le plutôt possible; cette prière est dans* " *l'intérêt du pays qui a le plus grand besoin de la présence de son Chef définitif.* " Le Comte Capodistrias, qui sera utile et indispensable au Souverain, ne suffit " plus, maintenant qu'on attend ce Prince, &c. &c."

Veuillez, Milord, communiquer ces extraits à Lord Aberdeen; il verra que le Président, au milieu de ses regrets sur le sort des Rouméliotes, montre le plus beau dévouement pour sa patrie et pour le Prince Léopold, sans oublier la reconnoissance qu'il doit aux Cours Alliées.

Je ne connois pas la lettre du Sénat à Son Altesse Royale, mais je suis sûr qu'elle est respectueuse ; toutes les observations qu'il aura faites, sont naturelles de la part d'un corps, qui se voyant au moment de ne plus exister, a voulu consigner dans un document officiel, toutes les remarques et toutes les demandes favorables à la Grèce : quelques phrases isolées citées ne peuvent d'ailleurs donner une idée de la pièce ; il faut voir l'ensemble de la chose pour la juger sainement. Je ferai les mêmes remarques sur les lettres particulières que le Comte Capodistrias a adressées au Prince Léopold. Le Président, écrivant au Souverain qui avoit *définitivement et positivement accepté la Couronne*, devoit lui faire part sans déguisement des difficultés, des améliorations à demander, et des obligations qu'il auroit envers sa nouvelle patrie, &c. &c. C'étoit agir en homme d'honneur, et le Président ne peut mériter que des éloges d'avoir tenue cette conduite ; mais si aujourd'hui le Prince se sert de quelques phrases isolées pour motiver son refus, n'a-t-on pas le droit de lui demander à voir les lettres entières ? Cette remarque que je fais je m'apperçois dans ce moment que je dois me l'appliquer ; je sens que pour mériter la confiance de votre Ministère, je ne dois non plus me contenter de vous donner l'extrait d'une partie des lettres du Président. Je vous remets donc franchement la copie exacte de ces dernières lettres particulières, ainsi que celle du payeur de l'armée. Lord Aberdeen verra, j'espère, dans leur ensemble, que la conduite du Président a été aussi honorable qu'irréprochable. La longue indécision du Prince Léopold ayant prolongé le provisoire, si fatal à la Grèce, j'écrivois le 28 Avril à la Conférence, pour la supplier d'envoyer un secours d'argent au Président ; mon respect pour le Prince de Cobourg, que je regardois comme Souverain de la Grèce, m'a engagé à faire passer cette lettre par lui, pour la remettre à Lord Aberdeen, dans le cas où son acceptation définitive ne procureroit pas des ressources immédiates à la Grèce ; je crains aujourd'hui que cette lettre n'ait pas été remise à Sa Seigneurie*, et je le regrette vivement, car jamais les besoins de la Grèce n'ont été plus pressans.

Je vous remets, Milord, la copie de cette lettre, que vous voudrez bien envoyer à Lord Aberdeen ; je me permets aujourd'hui de solliciter, avec la plus vive instance, Sa Seigneurie de faire décider à la Conférence qu'un secours provisoire de 1,500,000 francs sera envoyé dans le plus court délai au Président ; cette somme sera donné en acompte de l'emprunt de 60 millions que les Puissances ont promis de garantir ; et je m'obligerai, comme ayant le plein pouvoir du Gouvernement Provisoire, de faire rendre cette somme sur les premiers fonds que produira l'emprunt. Je vous renouvelle, Milord, toutes les observations que je vous ai faites le 19 Mai, sur le danger de laisser la

* This Letter, which forms Sub-Inclosure D, p. 26, was duly received.

Grèce sans ressource dans ce moment de crise: je suis si plein de l'idée qu'on ne sauroit trop se hâter de venir au secours du Gouvernement Provisoire, que malgré les avances que j'ai faites, je me suis laissé entraîner, par mon désir de sauver la Grèce, à expédier encore quelques fonds au Président, afin qu'il ne se retrouvât pas sans ressource dans le moment critique où il apprendra le refus du Prince; ces secours arriveront, j'espère, du 10 à 15 Juin, mais il faut absolument qu'ils soient suivis d'une somme plus considérable, et ce n'est pas moi qui peut seul l'envoyer.

Je supplie à mains jointes, Lord Aberdeen de ne pas abandonner la Grèce; ce seroit la vouer au désordre, à l'anarchie, et au massacre, que de ne pas la secourir dans cette circonstance pénible. Le provisoire et l'incertitude qui règnent depuis dix mois, ont détruit peu à peu le pouvoir du Gouvernement; l'indécision du Prince Léopold, qui a duré trois mois, car il a accepté la Souveraineté le 24 Fevrier, ont encore plus énervé l'action d'un Gouvernement, dont on attendoit la fin à chaque instant; il est donc évident que si les Puissances ne se hâtent à porter des secours à ce malheureux pays, il sera bientôt dans l'état le plus déplorable; c'est dans l'intérêt de tout le monde, j'ose presque dire, dans celui de l'honneur et de l'humanité, que je me permets à mettre tant d'instance à obtenir un prompt secours, jusqu'à ce que les Puissances ayent choisi un autre Souverain. Je crois qu'il est de la plus haute importance de redonner de la force au Gouvernement Provisoire; il seroit aussi d'une grande utilité que les Résidens, en annonçant le refus du Prince Léopold, déclarassent en même tems, que les trois Cours Alliées appuyeroient et soutiendroient le Gouvernement Provisoire jusqu'à l'arrivée du nouveau Souverain.—La conduite du Comte Capodistrias a été celle d'un homme loyal et désintéressé, et les lettres particulières que je communique avec toute confiance au Ministre Anglois, serviroient mieux que tout autre rapport à juger le Président. Le peuple Grec lui étant très attaché, je ne doute pas, s'il est soutenu par les Puissances, qu'il ne maintienne la tranquillité.

J'ai l'honneur, &c.

(Signé) J. G. EYNARD.

(Translation.)

My Lord, *Paris, May 28th*, 1830.

IN the critical situation in which Greece is placed by the refusal of Prince Leopold, I know no better way of furthering the interests of this unhappy country, than by reposing entire confidence in the English Ministry. I shall therefore frankly communicate to them the intelligence which I have received from Greece. I have already communicated to you one of the letters of Count Capodistrias; I will now transcribe some paragraphs from my last letters; they will prove to you with what eagerness the President and the Greek nation expected Prince Leopold. The Count tells me;—" The nation will " henceforward place her entire confidence in the noble and paternal inten- " tions of her Sovereign; she will make him the depositary of her wishes and " of her hopes; it will be for His Royal Highness to do the rest. Such is the " outline of the plan of conduct which I shall follow, as well in answering the " communications of the Allied Courts, as in leading the Greeks to appreciate " the advantages which the Acts of London assure to them. Such also is the " substance of the long despatch, and of the long private letter which I this " day write to Prince Leopold.—*I point out to His Royal Highness, that con-* " *siderations of duty, as well as his dearest interests, ought to engage him to* " *proceed to Greece without delay.*—The operations relative to the establish- " ment of the boundary are difficult and painful, and he alone can direct " them in such a manner as to prevent the consequences from becoming calami- " tous to Greece, and troublesome to the Allied Courts. — — The " more anxious I am to justify the confidence which the Greeks repose in me,

" and that with which I am honoured by their Sovereign, the more incumbent " is it upon me to urge *His Royal Highness to be present among them*, at a " moment when they are about to undergo a crisis. *It is he alone* who, by his " care and his efforts, may be able to mitigate its effects.—Can he omit to seize " this first opportunity of proving to his new country the generous sentiments " which animate him?—I write also to His Royal Highness a few words on " our distress, and I beg him to obtain from you a statement of the urgent " wants which surround us, &c."

In his private letter of the 24th of April the President says; " The whole " of the documents which I place to day before His Royal Highness Prince " Leopold, will, I hope, merit his approbation.—The wishes which I have " expressed to him are, in a few words, these:—That His Royal Highness may " arrive as early as possible in Greece, and that he may send me, at the latest " by the 20th May, at least a million of francs. It is only on these two con- " ditions—conditions which are indispensable—that I can be of any use to this " country, and to His Royal Highness, either at present or hereafter. The " voluminous correspondence which I address to him will prove, that the more " desirous I am of deserving his confidence, the more am I bound to state my " opinions freely, as well with respect to the critical situation of this country, " as to the means which His Royal Highness can and must employ to prevent " its calamitous consequences. — — — I have calmed the minds " of these people, and I continue to do so; and I flatter myself, that by the help " of God, I may yet have some success; but, I repeat it, if the Prince does not " hasten his arrival in Greece, and if, in the meantime, he does not send me the " succours which I ask of him, I can no longer answer for anything; for no " one can be held to the performance of impossibilities.—Endeavour, my dear " Eynard, with your indefatigable activity, to procure the timely arrival of " these succours. On the 23rd May three months' pay will be due to the " army," &c. &c.

The paymaster of the army, M. Fabrequette, writes to me from Modon on the 26th of April: " The result of the Conferences had been known four or " five days before, and people spoke in general with some bitterness of several of " the conditions. I cannot conceal from you that the feeling of gratitude was " somewhat diminished by the restrictions which accompanied the boon. By " not including *Acarnania* within the boundary, they give up to the Turks " the most warlike part of the Greek population; that part which raised the " standard of independence with the greatest vigour, and upon which, conse- " quently, the vengeance of the Turks must fall with the greatest weight. " — — — These considerations and these regrets " exasperated men's minds, and for several days some act of despair on " the part of the Senate was apprehended. On the 8th the Residents of " France, of Russia, and of England, made their official communication of the " Protocols, and on the 18th no answer had yet been returned. It was " publickly reported that the Senate intended to protest against the Articles of " the Treaties, and that they would even go the length of disavowing the " President, if His Excellency should return an answer without consulting " them. In this emergency, Count Capodistrias gave proofs of his address, his " disinterestedness, and his good faith. Some injurious imputations were " circulated against him; he was said to be playing off a secret intrigue; but " it was soon discovered that these alarming reports were only the offspring of " calumny, and on the 19th a first answer was returned, couched in becom- " ing and suitable terms. The Senate has expressed a wish to make repre- " sentations to the Sovereign. Hitherto the President has smoothed all diffi- " culties.—The official communications to the Powers are now about to be " made, and it is said that the Prince of Cobourg will be urgently entreated " to *come to Greece as soon as possible. This entreaty is in accordance with* " *the true interests of the country, which is in the greatest want of the presence* " *of its permanent Chief.* Count Capodistrias, who will be useful and indis- " pensable to the Sovereign, is no longer sufficient of himself, now that this " Prince is expected," &c. &c.

Be so good, my Lord, as to communicate these extracts to Lord Aberdeen. He will see that the President, in the midst of his regret for the fate of the Roumeliots, evinces the greatest devotion to his country, and to Prince Leopold, without forgetting the gratitude which he owes to the Allied Courts.

I am not acquainted with the contents of the letter from the Senate to His Royal Highness, but I am sure that it is respectful ; all the observations which it may have made, are natural on the part of a body which, finding itself upon the point of dissolution, wished to record in an official document all the remarks and all the demands in favour of Greece. Besides, the quotation of a few isolated passages cannot give an idea of the document ; the whole must be seen in order to judge of it rightly. I will make the same remarks upon the private letters which Count Capodistrias has addressed to Prince Leopold. The President, writing to the Sovereign who had *definitively and positively accepted the Crown*, was bound to acquaint him, without disguise, with the difficulties which exist, with the ameliorations to be required, and with the obligations which he had contracted towards his new country, &c. &c. This was acting as an honourable man ; and the President deserves nothing but praise for having pursued this conduct ; but if the Prince now avails himself of certain isolated passages to account for his refusal, are we not entitled to ask to see the letters entire ? It occurs to me at this moment, that I ought to apply this remark to myself ; I feel that to deserve the confidence of your Ministry, I likewise should not content myself with giving you an extract of a part of the letters of the President ; I therefore frankly transmit to you an exact copy of the last private letters, as well as of that of the paymaster of the army. Lord Aberdeen will see, I hope, from the whole tenour of these papers, that the conduct of the President has been as honourable as it has been irreproachable. The long indecision of Prince Leopold having prolonged the provisional state of things, so fatal to Greece, I wrote to the Conference on the 28th of April, entreating it to send some pecuniary assistance to the President. My respect for the Prince of Cobourg, whom I considered as Sovereign of Greece, induced me to forward this letter through him to be delivered to Lord Aberdeen, in case his definitive acceptance should not have procured immediate assistance for Greece. I now fear that this letter has never been delivered to his Lordship,* and I regret it extremely, since never were the wants of Greece more urgent.

I transmit to you, my Lord, a copy of this letter, which you will have the goodness to send to Lord Aberdeen. I now presume most urgently to entreat His Lordship to cause the Conference to decide upon sending to the President, with the least possible delay, a provisional assistance of 1,500,000 francs ; such sum to be given on account of the loan of sixty millions which the Powers have promised to guarantee ; and I shall hold myself bound, as possessing full powers from the Provisional Government, to cause the repayment of this sum out of the first funds which the loan shall produce. I repeat, my Lord, all the observations which I made to you on the 19th of May, upon the danger of leaving Greece without resources at this critical moment. I am so convinced that assistance cannot be too soon afforded to the Provisional Government, that, notwithstanding the advances which I have made, I have been induced, by my desire to save Greece, to send further funds to the President, in order that he may not again find himself without resources at the critical moment when he shall hear of the Prince's refusal. This assistance will arrive, I hope, between the 10th and 15th of June, but it is absolutely necessary that it should be followed by a more considerable sum ; which I alone am unable to send.

I most fervently entreat Lord Aberdeen not to abandon Greece. To withhold assistance from her at this painful conjuncture, would be to devote her to confusion, anarchy, and bloodshed. The provisional state of things and the uncertainty which have existed for ten months, have gradually destroyed the power of the Government. The indecision of Prince Leopold, which has lasted three months, for he accepted the Sovereignty on the 24th of February, has

* This letter which forms Sub-Inclosure D, p. 26, was duly received.

still more enfeebled the action of the Government, the dissolution of which was expected every moment. It is evident, therefore, that unless the Powers hasten to afford some assistance to this unhappy country, it will soon be in the most lamentable state. It is for the sake of all parties, I would almost say for that of honour and humanity, that I permit myself so urgently to solicit prompt assistance. Until the Powers have fixed upon a new Sovereign, I think it of the highest importance to give new strength to the Provisional Government; it would also be of great utility if the Residents, when they announce the refusal of Prince Leopold, were at the same time to declare, that the three Allied Courts would assist and support the Provisional Government until the arrival of the new Sovereign. The conduct of Count Capodistrias has been that of a sincere and disinterested man, and the private letters which I communicate, with perfect confidence, to the English Minister, will best enable him to appreciate the conduct of the President. The Greek people being extremely attached to him, I do not doubt that he will be able to maintain tranquillity, if he is supported by the Powers.

I have the honour, &c.

(Signed) J. G. EYNARD.

Sub-Inclosure A.

Count Capodistrias to M. Eynard.

(Particulière.) *Nauplie,* $\frac{25 \text{ Mars}}{6 \text{ Avril,}}$ 1830.

C'EST avec les courriers qui ont apporté à Messieurs les Résidens des Cours Alliées les ordres relatifs à l'exécution des transactions de la Conférence de Londres, que j'ai reçu, mon cher Eynard, vos dépêches, et vos lettres particulières jusqu'à la date du 7 Mars, et que j'ai reçu aussi la lettre que Son Altesse Royale le Prince Léopold m'a fait l'honneur de m'écrire, du $\frac{16}{28}$ Fevrier. J'attache un si grand prix à faire arriver une heure plutôt ma réponse au Prince, que je vous la transmets aujourd'hui par un courrier *ad hoc*, afin que vous la lui fassiez parvenir en mains propres, quand même il se trouverait encore à Londres.

C'est Monsieur le Prince Gustave Wrede, officier de cavalerie, qui a servi la Grèce avec distinction, que je charge de la présente. Dès qu'il aura atteint Marseille ou Toulon, il vous enverra par estafette un mot de ma part, et vous aurez alors la complaisance de faire retirer par une personne sûre le paquet que que je lui ai confié. Vous y trouverez la présente, et celle que j'adresse au Prince Léopold. S'il est à Paris, il jugera peut-être de faire retirer par une personne de son choix le paquet, quoiqu'il porte votre suscription. En l'ouvrant, il trouvera celui qui lui est adressé, et la présente pour vous.

M. de Wrede fera sa quarantaine, et ne se refusera pas de revenir en Grèce avant même de l'avoir achevée, si Son Altesse Royale se décide à lui confier ses dépêches. Dans le cas contraire, il aura l'honneur d'aller présenter ses hommages au Prince, et prendre ses ordres.

Je n'ai fait que jeter les yeux sur les Actes de la Conférence de Londres. Messieurs les Résidens d'Angleterre et de Russie, dans l'attente de leur Collègue qui va arriver d'Egine, n'ont eu avec moi que quelques entretiens confidentiels, mais l'ensemble des notions que j'ai pu recueillir me donnent assez à connoître, que les arrangemens que les Cours Alliées ont définitivement arrêtés, sont absolus et péremptoires.

Il étoit de mon devoir d'appeler, avant tout, l'attention du Prince Léopold sur les difficultés que pourront rencontrer, je ne dirai pas leur adoption, mais leur mise à exécution. La Grèce n'a qu'à obéir, et elle obéira. Mais ce n'est pas tout. Elle doit aussi faire preuve de la gratitude que lui inspirent les nombreux bienfaits de ses augustes Protecteurs, et j'aime à espérer qu'elle remplira ce devoir d'une manière honorable.

Elle placera désormais toute sa confiance dans les intentions nobles et paternelles de son Souverain; elle le rendra dépositaire de ses vœux et de ses espérances, et ce sera à Son Altesse Royale à faire le reste.

Telle est la pensée du plan de conduite que je suivrai, tant pour répondre aux communications officielles des Cours Alliées, que pour porter les Grecs à comprendre les avantages que leur réservent les transactions de Londres. Telle est aussi la substance de la longue dépêche, et de la longue lettre particulière que j'écris aujourd'hui au Prince Léopold. Je démontre à Son Altesse Royale que ses devoirs, comme ses intérêts les plus chers, doivent l'engager à se rendre sans aucun retard en Grèce.

Les opérations relatives à la délimitation sont difficiles et douloureuses, et ce n'est que lui qui peut les diriger de manière à ce que les conséquences ne deviennent pas funestes à la Grèce, et pénibles aux Cours Alliées.

Je ne vous dis pas davantage sur ces graves questions. Son Altesse Royale se plaira peut-être à vous entretenir, et, dans ce cas, je vous prie de faire tout ce qui pourra dépendre de vous pour déterminer le Prince à accueillir les vœux que je lui exprime.

Plus il me tient à cœur de justifier la confiance des Grecs, et celle dont leur Souverain m'honore, et plus je dois insister pour que Son Altesse Royale se trouve au milieu d'eux au moment où ils vont subir une crise. Ce n'est que lui seul qui puisse, par ses soins et par ses efforts, en mitiger les effets. Comment pourra-t-il ne pas saisir cette première occasion de montrer à sa nouvelle patrie les sentimens généreux qui l'animent?

J'écris aussi à Son Altesse Royale un mot sur notre détresse, et je la prie de se faire rendre compte par vous des besoins pressans qui nous environnent.

Indépendamment du trimestre qu'il faudra payer à l'armée, il faut aussi pourvoir aux avances que le Gouvernement devra nécessairement accorder aux nombreuses familles que la délimitation fera passer en Grèce. Elles quittent dans les provinces occidentales des champs qu'elles n'ont pu ensemencer qu'au moyen des secours que je leur ai prêtés l'automne dernier. Elles viendront encore chercher une chaumière et du pain. Il en sera peut-être même des malheureux habitans de la plaine, de beaucoup de districts, de Candie, de Samos, et des autres îles qui sont hors de la nouvelle frontière. Que deviendront toutes ces victimes dans un pays qui ressort à peine de la misère la plus profonde?

Je joins ici une petite lettre pour Monsieur le Comte Pozzo. Veuillez la lui remettre. Il m'est impossible de trouver aujourd'hui un seul instant pour répondre à toutes vos lettres. Je ne puis pas cependant me priver de la satisfaction de vous en remercier du fond du cœur. Les détails que vous me donnez jettent le plus grand jour sur le passé, sur le présent, peut être même sur l'avenir de ce pays.

Je vous écrirai sous peu de jours, bien entendu que mes pauvres forces ne m'abandonnent pas. Je suis épuisé sous le poids d'un travail qui devient tous les jours plus accablant, à raison des circonstances. Il n'y a pas de Grec qui ne veuille apprendre que devient sa patrie. Ma porte est ouverte, et, au milieu de ces entretiens pénibles, je dois soigner en personne, plus que jamais, les affaires courantes, et en personne conférer avec les Agens étrangers sur l'exécution des ordres absolus dont ils sont chargés. Ce que je vous ai dit, je vous le répète ; je ne me décourage pas, et Dieu m'aidera.

(Signé) CAPODISTRIAS.

(Translation.)

(Private.) *Napoli*, $\frac{25 \text{ March}}{6 \text{ April}}$, 1830.

BY the messengers who brought the instructions to the Residents of the Allied Courts, relative to the execution of the Acts of the Conference of London, I received, my dear Eynard, your despatches and private letters up to the

7th March, as well as the letter which His Royal Highness Prince Leopold did me the honour to write to me on the $\frac{16}{28}$ February. I attach so much importance to the Prince's early receipt of my answer, that I send it you to-day by a special messenger, in order that you may cause it to be delivered into his own hands, should he be still in London.

I intrust this despatch to Prince Gustave Wrede, an officer of cavalry, who has served in Greece with distinction. As soon as he arrives at Marseilles or Toulon, he will send you a line from me by estafette, and you will then be kind enough to appoint some trusty person to receive the packet which I have confided to his care. In it you will find this despatch, and the one which I address to Prince Leopold. If the Prince is at Paris, he will perhaps himself select some person to receive the packet, although it is addressed to you. On opening it, he will find the one which is directed to him, and this letter for you.

M. de Wrede will undergo quarantine; but he will not object to return to Greece before he has finished it, should His Royal Highness decide upon entrusting him with his despatches. In the contrary case, he will have the honour to pay his respects to the Prince, and to take his orders.

I have taken only a hasty glance at the Acts of the Conference of London. The Residents of England and Russia, in the expectation of the arrival of their Colleague from Egina, have only entered into a few confidential conversations with me; but the sum of the information which I have been able to collect, sufficiently proves to me that the arrangements upon which the Allied Courts have definitively agreed, are absolute and peremptory.

It was my duty above all things to call the attention of Prince Leopold to the difficulties which, I will not say the adoption of these arrangements, but the carrying of them into effect, might have to encounter. Greece has only to obey, and she will obey. But this is not all. She ought also to give proof of the gratitude with which the numerous benefits of her August Protectors have inspired her, and I trust that she will fulfil this duty in an honourable manner.

She will henceforward place her entire confidence in the noble and paternal intentions of her Sovereign; she will make him the depositary of her wishes and of her hopes; it will be for His Royal Highness to do the rest.

Such is the outline of the plan of conduct which I shall follow, as well in answering the official communications of the Allied Courts, as in leading the Greeks to appreciate the advantages which the Acts of London assure to them. Such also is the substance of the long despatch and of the long private letter which I this day write to Prince Leopold. I point out to His Royal Highness that considerations of duty, as well as his dearest interests, ought to engage him to proceed to Greece without delay.

The operations relative to the establishment of the boundary are difficult and painful; and he alone can direct them in such a manner as to prevent the consequences from becoming calamitous to Greece, and troublesome to the Allied Courts.

I say no more to you upon these important questions. His Royal Highness may perhaps be pleased to converse with you about them; and, in this case, I beg you to do every thing in your power in order to induce the Prince to acquiesce in the wishes which I express to him.

The more anxious I am to justify the confidence which the Greeks repose in me, and that with which I am honoured by their Sovereign, the more incumbent is it upon me to urge His Royal Highness to be present among them at a moment when they are about to undergo a crisis. It is he alone, who, by his care and his efforts, may be able to mitigate its effects. Can he omit to seize this first opportunity of proving to his new country the generous sentiments which animate him?

I write also to His Royal Highness a few words on our distress, and I beg him to obtain from you a statement of the urgent wants which surround us.

Besides the quarter's pay which is due to the army, funds must also be provided for the advances which the Government will necessarily have to make

to the numerous families whom the establishment of the boundaries will cause to emigrate into Greece. They leave, in the western provinces, the fields which they were only able to cultivate by means of the assistance which I furnished to them during the last autumn; and they will again come to seek shelter and food. This perhaps will also be the case with the unfortunate inhabitants of the plain, of many districts, of Candia, of Samos, and of other islands which are without the range of the new limits. What will become of all these victims in a land which is scarcely emerging from the deepest misery?

I add hereto a short letter for Count Pozzo. Have the goodness to deliver it to him. It is impossible for me to-day to find a single moment for answering all your letters. I cannot, however, deprive myself of the satisfaction of thanking you for them, from the bottom of my heart. The details which you give me throw the greatest light on the past, on the present, and perhaps even on the future state of this country.

I shall write to you in a few days, provided always that my poor strength does not fail me. I am exhausted by the burthen of business, which, in consequence of circumstances, becomes daily more overwhelming. There is not a Greek who is not anxious to be informed what is to become of his country. My doors are open, and in the midst of these distressing interviews, it is more than ever necessary that I should personally superintend the current business, and personally confer with the foreign Agents, as to the execution of the absolute orders with which they are furnished. What I have said to you, I repeat; I am not discouraged, and God will assist me.

(Signed) J. CAPODISTRIAS.

Sub-Inclosure B.

Count Capodistrias to M. Eynard.

(Particulière.)

Mon cher Eynard, *Nauplie, le* $\frac{12}{24}$ *Avril,* 1830.

C'EST à la complaisance de M. le Baron de Rouen que je dois la satisfaction de vous écrire ces lignes par le courrier qu'il expédie à sa Cour avec le résultat de la commission que, conjointement avec ses Collègues, il a remplie auprès du Gouvernement Provisoire de la Grèce.

Je ne vous parlerai ni des communications que j'ai reçues de la part des Résidens des Cours Alliées, ni de la réponse que je leur ai donnée; vous les connoîtrez, et dans tous les cas je vous en enverrai une copie par la première occasion.

L'ensemble des documens que je mets aujourd'hui sous les yeux de son Altesse Royale le Prince Léopold, mériteront, j'espère, son approbation.—Je serai bien aise cependant de l'apprendre.—Voici en peu de mots les vœux que je lui ai exprimés:

Que son Altesse Royale arrive une heure plutôt en Grèce, et qu'elle m'envoie, tout au plus tard pour le 20 Mai, au moins un million de francs.—Ce n est qu'à ces deux conditions, et ces conditions sont de rigueur, que je pourrai être de quelque utilité à ce pays et à Son Altesse Royale, et pour le présent et pour l'avenir. La volumineuse expédition que je lui adresse lui prouvera que plus je désire justifier sa confiance, et plus je dois lui faire ma profession de foi, tant sur la situation critique de ce pays, que sur les moyens que Son Altesse Royale peut et doit employer pour en prévenir les funestes conséquences.

Vous devez avoir reçu à cette heure ma lettre du $\frac{25 \text{ Mars}}{6 \text{ Avril}}$ par le Prince de Wrede. Depuis lors les esprits sont émus et allarmés, plus des explications données par la Note officielle des Résidens, que par la teneur du Protocole du 3 Fevrier.

J'ai calmé et je calme tout le monde; et j'aime à me flatter qu'à l'aide de Dieu j'aurai encore quelque succès; mais je le répète, si le Prince ne hâte pas son arriveé en Grèce, et dans ces entrefaites il ne m'envoie pas les secours que je lui demande, je ne lui réponds plus de rien; car nul n'est tenu à l'impossible.

Tachez, mon cher Eynard, avec votre infatigable activité de faire arriver à tems les secours. C'est le $\frac{11}{23}$ Mai que je dois payer le trimestre à l'armée; jugez quelles en seroient les conséquences, si, dans ce moment de crise, l'armée se voyoit dans la nécessité de se débander. Les soldats se diroient : notre terre natale va rentrer sous la domination des Turcs, et pour nous forcer à y rentrer aussi, le Gouvernment ne nous paye pas. Ce seroit pousser 8,000 hommes au désespoir et au brigandage. Qu'on y prenne garde. J'en ai le cœur serré, mais je ne me décourage pas. Dieu nous aidera.

(Signé) CAPODISTRIAS.

(Translation.)

(Private.)

My dear Eynard, *Napoli*, $\frac{12}{24}$ *April*, 1830.

IT is to the kindness of M. le Baron de Rouen, that I am indebted for the satisfaction of writing these lines to you by the courier whom he dispatches to his Court with the result of the communication which, conjointly with his Colleagues, he had been charged to make to the Provisional Government of Greece.

I will say nothing, at present, respecting either the communications which I have received on the part of the Residents of the Allied Courts, or the answer which I have returned to them. You will be made acquainted with them; and, at all events, I will send you a copy by the first opportunity.

The whole of the documents which I place to-day before His Royal Highness Prince Leopold, will, I hope, merit his approbation. I shall be very glad, however, to know it. The wishes which I have expressed to him are, in a few words, these :—

That His Royal Highness may arrive as early as possible in Greece, and that he may send me, at the latest by the 20th May, at least a million of francs. It is only on these two conditions,—conditions which are indispensable,—that I can be of any use to this country and to His Royal Highness, either at present or hereafter. The voluminous correspondence which I address to him, will prove that the more desirous I am of deserving his confidence, the more am I bound to state my opinions freely, as well with respect to the actual situation of this country, as to the means which His Royal Highness can and must employ to prevent its calamitous consequences.

You will have received by this time my letter of the $\frac{25 \text{ March}}{6 \text{ April}}$ by the Prince de Wrede. Since then the public mind has been agitated and alarmed, more by the explanations given by the official Note of the Residents, than by the tenour of the Protocol of the 3d February.

I have calmed the minds of these people, and I continue to do so; and I flatter myself that, by the help of God, I may yet have some success; but, I repeat it, if the Prince does not hasten his arrival in Greece, and if, in the meantime, he does not send me the succours which I ask of him, I can no longer answer for any thing; for no one can be held to the performance of impossibilities.

Endeavour, my dear Eynard, with your indefatigable activity, to procure the timely arrival of these succours. On the $\frac{11}{23}$ May, three months' pay will be due to the army;—judge what would be the consequences, if, in this critical moment, the army should see the necessity of disbanding itself. The soldiers would say to themselves; our native soil is about to return under the dominion of the Turks, and in order to reduce us to the same extremity, the Government no longer pays us. This would be driving 8000 men to desperation and robbery. Let us beware that this does not take place. These things make my heart ache; but I am not discouraged. God will assist us.

(Signed) CAPODISTRIAS.

Sub-Inclosure C.

The Paymaster of the Greek Army to M. Eynard.

Monsieur, *Modon, le* 26 *Avril*, 1830.

J'AI eu l'honneur de vous promettre de vous tenir au courant de ce qui intéresserait ce pays ;—je remplis ma promesse.

M. de Cyprey, Diplomate Français, arriva à Navarin (sur *l'Armide*) le 1er de ce mois, portant les Protocoles définitifs ; il partit sur le champ pour Egine, d'où il se rendit sans délai à Nauplie avec M. de Rouen. Depuis 4 ou 5 jours on avait connaissance du résultat des Conférences, et on parlait en général avec assez d'aigreur de quelques unes des conditions. Je ne puis vous cacher que les restrictions mises au bienfait diminuaient un peu la reconnaissance. En ne comprenant pas l'Acarnanie dans les limites, on livre aux Turcs la partie la plus belliqueuse de la population Grecque, celle qui a levé l'étendard de l'indépendance avec le plus de vigueur, et sur laquelle, par conséquent, la vengeance doit s'appésantir le plus. Sans Candie l'Archipel ne sera jamais sans crainte, et Samos n'a pas un seul habitant Turc. Ces considérations et ces regrets ont exaspéré les esprits, et pendant plusieurs jours, on a craint un acte de désespoir de la part du Sénat. Le 8, les Résidens de France, de Russie, et d'Angleterre, avoient signifié officiellement les Protocoles, et le 18 la réponse n'était pas faite encore. On disait publiquement que le Sénat vouloit protester contre les clauses des Traités, et qu'il irait même jusqu'à désavouer le Président, si Son Excellence répondait sans le consulter. Dans cette occurrence le Comte Capodistrias a donné des preuves de son habileté, de son désintéressement, et de sa loyauté ; quelques imputations injurieuses étaient répandues contre lui ; on le supposait faisant jouer les fils de l'intrigue : on a bientôt vû que la calomnie seule semait ces allarmes, et le 19 une première réponse digne et convenable a été faite. Le Sénat a témoigné le désir de faire des représentations au Souverain. Jusqu'ici le Président a aplani toutes les difficultés.

On va maintenant faire les communications officielles aux Puissances, et on assure que le Prince de Cobourg sera instamment prié de se rendre en Grèce le plutôt possible. Cette prière est dans l'intérêt du pays, qui a le plus grand besoin de la présence de son Chef définitif. Le Comte Capodistrias, qui sera utile et indispensable au Souverain, ne suffit plus, maintenant qu'on attend ce Prince. Vous concevrez que le Président ne pouvant pas donner de durée à ses actes, ne peut leur donner de la force, et tout reste en suspens, ce qui est un grand malheur. Je ne saurais faire assez d'éloges du caractère de loyauté et de sagesse que continue a développer le Président ;—on ne peut montrer un plus beau dévouement pour sa patrie.

J'aurai l'honneur, Monsieur, de vous écrire plus longuement par le premier bâtiment qui partira pour Toulon, &c.

(Signé) FABREQUETTE.

(Translation.)

Sir, *Modon, April* 26, 1830.

I HAD the honour to promise to keep you informed of such matters as were interesting to this country ; I now fulfil my promise.

M. de Cyprey, a French Diplomatick Agent, arrived at Navarino (on board the *Armide*) on the 1st of this month, bringing the definitive Protocols ; he immediately set out for Egina, from whence he proceeded without delay to Napoli, with M. de Rouen. The result of the Conferences had been known four or five days before, and people spoke in general with some bitterness of several of the conditions. I cannot conceal from you that the feeling of gratitude was somewhat diminished by the restrictions which accompanied the boon. By not including Acarnania within the boundary, they give up to

the Turks the most warlike part of the Greek population, that part which raised the standard of independence with the greatest vigour, and upon which, consequently, vengeance must fall with the greatest weight. Without Candia the Archipelago will never be free from alarm; and Samos has not a single Turkish inhabitant. These considerations and these regrets exasperated men's minds, and for several days, some act of despair on the part of the Senate was apprehended. On the 8th the Residents of France, of Russia, and of England, made their official communication of the Protocols; and on the 18th no answer had yet been returned. It was publickly reported that the Senate intended to protest against the Articles of the Treaties; and that they would even go the length of disavowing the President, if His Excellency should return an answer without consulting them. In this emergency, Count Capodistrias gave proofs of his address, his disinterestedness, and his good faith: some injurious imputations were circulated against him; he was said to be playing off a secret intrigue; but it was soon discovered that these alarming reports were only the offspring of calumny; and on the 19th a first answer was returned, couched in becoming and suitable terms. The Senate has expressed a wish to make representations to the Sovereign. Hitherto the President has smoothed all difficulties.

The official communications to the Powers are now about to be made; and it is said that the Prince of Cobourg will be urgently entreated to come to Greece as soon as possible. This entreaty is in accordance with the true interests of the country, which is in the greatest want of the presence of its permanent Chief. Count Capodistrias, who will be useful and indispensable to the Sovereign, is no longer sufficient, of himself, now that this Prince is expected. You may easily conceive, that the President, not being able to give permanency to his acts, cannot give them force; and every thing remains in suspense, which is a great misfortune. I cannot sufficiently praise the honourable and prudent character which the President continues to display: no one could shew greater devotion for his country.

I will do myself the honour to write to you at greater length by the first ship that sails for Toulon.

(Signed) FABREQUETTE.

Sub-Inclosure D.

M. Eynard to the Conference of London.

A Leurs Excellences les Ministres de la Conférence Grecque.

Excellences, *Paris, le* 28 *Avril*, 1830.

LES secours envoyés en Grèce par la générosité de l'Empereur de Russie, et du Roi de France, auront été épuisés à la fin de Mars; ceux que j'ai expédiés en dernier lieu, avec ma propre fortune, aideront le Gouvernement à marcher jusqu'à la fin de ce mois.

J'espérais toujours que le provisoire, si fatal à la Grèce, allait finir, mais il parait que des nouvelles difficultés se présentent. Tout retard dans la continuation des secours peut avoir des suites désastreuses; je me suis laissé entraîner à faire un nouvel effort, et j'ai envoyé, il y a quatre jours, 150,000 francs au Président: cette faible somme pourra suffire aux besoins des premières semaines de Mai.

Je supplie Vos Excellences de vouloir bien prendre en considération l'état d'angoisse où se trouve le Gouvernement Provisoire, et d'avoir la bonté de décider qu'il sera envoyé immédiatement au Président, par voie de Toulon, un secours provisoire de 1,200,000 francs; cette somme serait payée en acompte de l'emprunt.

Quelques soient les arrangemens qu'on prendra, il est urgent de soutenir le pays sauvé par les trois Puissances. Vos Excellences, en prenant cette

décision, motivé, j'ose dire, par la nécessité, ne font qu'anticiper sur les sacrifices qu'elles veulent faire pour la Grèce.

C'est le cœur oppressé de la position critique où se trouve cette malheureuse nation, que je supplie, avec la plus vive instance, la Conférence d'accorder cette demande ; je me permets d'ajouter que la célérité dans l'envoi des secours est de la plus haute importance.

J'ai l'honneur, &c.

(Signé) J. G. EYNARD.

(Translation.)

To their Excellencies the Ministers of the Greek Conference.

Excellencies, *Paris, 28th April*, 1830.

THE succours sent to Greece by the generosity of the Emperor of Russia and the King of France, will have been exhausted by the end of March ; those which I have lately remitted, out of my private fortune, will help the Government to go on until the end of this month.

I have always been hoping that this provisional state of things, so fatal to Greece, was about to end ; but it appears that new difficulties have presented themselves. Every delay in the further supply of assistance may have disastrous consequences. I have suffered myself to be led on to make a new effort, having four days ago sent 150,000 francs to the President ; this small sum may suffice for the necessities of the first weeks of May.

I intreat Your Excellencies to take into your consideration the state of distress in which the Provisional Government is now placed, and to have the goodness to decide that there shall be immediately sent to the President, by the way of Toulon, a provisional aid of 1,200,000 francs ; to be paid as an advance on account of the loan.

Whatever may be the arrangements to be eventually adopted, there is urgent need for the present support of the country which the three Powers have saved. Your Excellencies, in thus taking a decision, dictated, I will venture to say, by necessity, will only be anticipating the sacrifices which those Powers are willing to make for Greece.

It is with a heart oppressed by the critical situation of this unhappy country, that I most earnestly intreat the Conference to grant this demand : allow me to add, that promptitude in the transmission of this succour, is of the highest importance.

I have the honour, &c.

(Signed) J. G. EYNARD.